



PB-PP | B-01637
BELGIË/NL - BELGIQUE

ORGANISE-TOI

TRIMESTRIELLE 2^o

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

DECEMBRE 2016

ENQUÊTE À CHARLEROI.
LA VILLE POUR QUI ?

#STOP RÉPRESSION #SYNDICALISME
#CETA #RÉCUP #APPLE



SOMMAIRE

P. 2 L'ÉDITO DES JOC CHARLEROI

P. 3 STOP RÉPRESSION

15 mars, justice pour Moad, Molenbeek.

P. 4-5 JEUNES & SYNDICATS

Face à l'austérité, comment mettre en place un mouvement fort qui tient la route ?

P. 6-11 ENQUÊTE À CHARLEROI, LA VILLE POUR QUI ?

Discussions et déambulations autour de la ville de Charleroi et des mutations en cours.

P. 12 CONTRE LE LIBRE ÉCHANGE ET SON MONDE

Les actions se sont multipliées pour porter la voix de ceux qu'on ne veut pas entendre.

P. 13 TUTO: LA RÉCUP DE NOURRITURE

Quelques conseils pour mener à bien la récupération de nourriture.

P. 14-15 BD, LE STORYTELLING SELON APPLE

Es-tu sûre que c'est toi qui croque la pomme, et pas l'inverse ?

ORGANISE-TOI ?

Le Red'Action a adopté le nom de l'Organise-toi. Dans ce journal, nous avons voulu mettre en avant le format de l'enquête pour mieux décrypter les conditions des jeunes aujourd'hui. Si les activités des fédérations sont moins présentes, vous les retrouverez toutefois facilement sur notre site internet www.joc.be et sur notre page facebook « *Joc Wallonie Bruxelles* ».

Ont participé : Les Joc Charleroi, Alida, Djé, Florence, Juan, Lola, Magalie, Martin, Marco, Mehdi, Serge.



Un édito des JOC de Charleroi sur l'enquête consacré à leur ville.

Le vaste projet immobilier Rive Gauche au sein du quartier de la ville basse est présenté comme un concentré de toutes les vertus. Il est à la fois un projet qui va aider la ville à renaître, la possibilité de création de nouveaux emplois, le socle pour développer le tourisme et amorcer le retour des carolos en ville, l'opportunité de redynamiser et embellir le Centre-ville, en somme un coup de crayon audacieux. Pour nous, Rive Gauche est un projet d'investisseur, avant tout un nouveau centre commercial et qui jusqu'ici n'a montré que sa face sombre avec un processus de gentrification du quartier particulièrement hard. Est-ce qu'un centre commercial aide une ville à renaître ? Sachant que nous avons Ville 2, rénové récemment, et qui se situe à moins de deux kilomètres de Rive Gauche. Malgré la mobilisation citoyenne à l'encontre de la destruction des colonnades, symbole architectural de la ville, le projet a écrasé un quartier emblématique. Nous remettons en question les choix de la ville à favoriser Rive Gauche alors que d'autres infrastructures plus importantes pour les citoyens auraient mérité une rénovation (bibliothèques, conservatoire, Coliseum). Il nous paraît prioritaire de mieux privilégier la culture que la culture de la consommation. Nous contestons l'argument massue de la création de nouveaux emplois. Quels chiffres ? Quels genres d'emplois ? Alors que l'on sait qu'une partie des grandes enseignes de la rue de la montagne vont être transférées dans le nouveau complexe et que les multinationales du commerce favorisent les contrats précaires. Même si désormais Rive Gauche est en marche, notre vigilance ne faiblit pas. Nous lutterons jusqu'au bout contre les marchands de « poudre aux yeux » : derrière les belles façades, les problèmes persistent. Nous n'oublions pas que la vraie richesse de Charleroi ne se situe pas dans les centres commerciaux, mais dans ses habitants et son passé industriel.

L'ÉDITO

15 MARS: JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

5 ANS DE MOBILISATION



La répression augmente partout, à tout niveau. par Djè

Les mouvements sociaux sont toujours autant touchés par la répression. Des huissiers donnent des astreintes à des travailleurs grévistes et aux délégués syndicaux les plus combattifs. On assiste à des arrestations lors de rassemblement pacifique, comme c'est arrivé à la Bourse le 2 avril 2016. Les mouvements de sans-papiers sont évidemment aussi fort concernés par la répression. On ne compte plus les expulsions ces derniers mois, forçant les sans-papiers à passer d'une occupation précaire à une autre. Certaines expulsions se font « à la commando », de manière violente et outrepassant la loi. Ici aussi les leaders des luttes des sans-papiers sont souvent directement ciblés.

La répression vécue au sein des quartiers populaires, elle aussi, s'accroît alors que les abus policiers sont déjà une réalité quotidienne pour les habitants. Les nouvelles mesures sécuritaires du gouvernement comme le plan Canal ne font qu'augmenter les contrôles au faciès et les perquisitions arbitraires ne donnant pratiquement aucun résultat. Non seulement ces mesures sont inutiles, car elles n'empêchent en rien des actions terroristes, mais en plus, elles coûtent énormément. Les premiers touchés par les conséquences suivant des actes terroristes et la hausse de la répression sont les populations des quartiers alors qu'elles ont besoin d'investissements sociaux, elles ont besoin d'un travail, d'un logement, d'un enseignement digne.

Cette hausse de la répression des quartiers pourtant décriée depuis longtemps est réellement alarmante depuis 2015-2016. Un exemple concret s'est déroulé à Beekant le 18 septembre. À la suite d'un contrôle arbitraire de routine, la situation a dégénéré. Ce quartier est en proie à une répression particulièrement grave et régulière. Les abus sont presque quotidiens auprès des jeunes habitant et fréquentant cette zone, par les regards de travers, les contrôles au faciès, les insultes, les baffes voire parfois des passages à tabac.

**STOP AU RACISME D'ÉTAT !
STOP À LA VIOLENCE D'ÉTAT !
STOP À LA CRIMINALISATION DES MOUVEMENTS
SOCIAUX !
STOP À L'IMPUNITÉ DE LA POLICE !**

Rendez-vous le mercredi 15 mars 2017 à 18h.

**PLUS D'INFOS SUR
WWW.STOP-REPRESSION.BE**



JUSTICE POUR MOAD

Ce 30 novembre 2016 a eu lieu le procès des cinq policiers ayant tabassé Moad, 14 ans, en janvier 2013. La campagne Stop Répression avait organisé un rassemblement devant le Palais de justice pour soutenir la famille. À l'audience, c'est le procès de Moad auquel on a tristement assisté et non véritablement celui des policiers violents. En effet, outre les véritables attaques insultantes des avocats adverses, Moad et sa famille ont dû subir les questions et réflexions tournées en sa défaveur non seulement de la part du juge, mais également de la part du procureur, censé représenter et défendre les droits de la partie civile. On a reproché à Moad le fait de ne pas avoir toujours eu des résultats et une attitude irréprochable à l'école à l'époque, d'avoir été sur une photo avec d'autres jeunes du quartier. En somme des faits n'ayant strictement rien à voir avec le fait d'avoir été passé à tabac par cinq policiers. Nous attendons le prononcé du jugement le lundi 19 décembre.



JEUNESSE & SYNDICATS QUELLE UNION FACE À L'AUSTÉRITÉ ?

Aujourd'hui je prends la parole pour rappeler une chose qui est essentielle selon nous : l'union dans la lutte et précisément dans la lutte contre l'austérité. L'austérité que met en place le gouvernement nous concerne toutes et tous, certes de manières différentes selon nos spécificités, mais une chose est sûre : nous sommes tous concernés. Il va de soi que si nous voulons résister à ces attaques qui visent à nous appauvrir toujours davantage, et construire une société plus égalitaire, nous devons nous y mettre tous ensemble. Se pose alors la question du comment ? Comment mettre en place un mouvement fort, qui tient la route ? Je n'ai malheureusement pas de recette miracle, mais je me permets de formuler cette question pour la partager avec vous, car il faudra qu'on y réfléchisse afin d'établir un but commun et précis.

Une intervention de Lola, militante des JOC Bruxelles, lors du meeting « Jeunes et syndicaliste, ensemble contre l'austérité » qui a eu lieu à Bruxelles ce 28 novembre.

Crédit photo: flickr.com/photos/127467575@No3

J'insiste sur le terme « ensemble » et sur une véritable union, car si les mouvements forts dans l'histoire des luttes étaient composés de jeunes comme nous, nous sommes également conscients qu'on ne fera pas la révolution à nous tout seuls, même si nous ne manquons pas de détermination, loin de là. Ces mouvements forts étaient hétéroclites, c'est pourquoi nous sommes conscients de la nécessité de lutter avec les travailleurs et leur outil de lutte que sont les syndicats. D'ailleurs, nous les jeunes sommes aussi des travailleurs ! Certains sont déjà présents sur le marché du travail, d'autres sont étudiants — et donc futurs travailleurs — , et travaillent en ce moment en tant que jobistes puisque nous sommes aussi amenés (et ce, de plus en plus) à travailler pour subvenir à nos besoins durant nos études, pour pouvoir payer ces dernières, etc.

Ce qui fait la force des organisations syndicales, c'est qu'elles regroupent beaucoup de travailleurs. C'est en passant par elles que nous pouvons créer un mouvement massif qui aurait un réel impact. Ces plateformes permettent la rencontre de nouvelles personnes, mais également de rejoindre un mouvement par le biais d'une structure connue (ça met en confiance). De plus, s'il y a bien un moyen susceptible de nous donner un rapport de force, en plus du nombre, c'est le blocage de l'économie par

la grève ! Ce type de blocage n'aurait pas beaucoup de sens et ne serait pas possible sans passer par l'outil syndical et les millions de travailleurs qu'il représente.

Cependant, ces derniers temps nous déplorons la stratégie mise en place par la bureaucratie syndicale, car elle ne semble pas tenir réellement compte de la volonté des travailleurs. C'est notamment le cas lorsque ceux-ci, par le biais du syndicat, veulent annoncer un préavis de grève, mais que les dirigeants syndicaux refusent d'appeler à la grève pour des raisons soi-disant « stratégiques ». Ils ont beau invoquer toutes les raisons, la nécessité de rester « assis à la table des négociations » ou autres, cette attitude est à dénoncer, car antidémocratique selon nous. Il y a un moment où la volonté générale n'est plus à la négociation !

Rappelez-vous en 2014, travailleurs et jeunes s'étaient unis pour la chute du gouvernement, nous avions une esquisse d'un plan d'action combatif et nous étions toutes et tous déterminés : grèves tournantes et générales, manifestations, actions, etc. Nous faisons peur au gouvernement qui a alors convié les dirigeants syndicaux à la table des négociations. Ces derniers ont fini par freiner un mouvement de lutte.

« En créant cette alliance entre jeunes et travailleurs, nous pourrions sans doute nous sentir plus forts et donner la parole à chacun et à chacune. »

En créant cette alliance entre jeunes et travailleurs, nous pourrions sans doute nous sentir plus forts et donner la parole à chacun et à chacune, faire en sorte que la base s'organise d'elle-même. Nous pensons que les organisations syndicales devraient être menées par sa base, c'est-à-dire par et pour les travailleurs sans lesquels elles ne sont rien. Malheureusement, ça ne semble pourtant pas ou plus être le cas.

Par là nous aimerions attirer l'attention sur deux choses.

Premièrement, en rappelant l'intérêt des organisations syndicales dans la lutte. Certains d'entre-nous voudraient réconcilier les syndicats avec les jeunes ou moins jeunes qui ont perdu foi en eux pour des raisons diverses. Lorsque je dis *certains d'entre-nous*, c'est par souci d'honnêteté, car il n'existe pas d'avis uniforme et lisse à ce sujet déjà entre nous. En effet, tout comme certains travailleurs ont pu être déçus de l'attitude des dirigeants syndicaux, d'autres considèrent que les organisations syndicales sont des plateformes dépassées et désuètes qui tendent plutôt à pacifier les luttes et à *calmer les travailleurs en colère*. Aujourd'hui, pour beaucoup, l'organisation syndicale est considérée avant tout, voir uniquement, comme un outil individuel, qui permet de nous assurer une défense face à notre propre employeur où à verser des indemnités, obtenir des allocations, etc. Sa fonction essentielle d'outil d'organisation collective des travailleurs a tendance à être oubliée. Les dirigeants syndicaux ont peut-être pu décevoir — autant les jeunes que les travailleurs — par exemple en refusant des grèves générales et en affichant une image moins combative. Il est tout autant nécessaire de dénoncer le comportement de ces bureaucrates que de ne pas se désolidariser des travailleurs déçus et dégoûtés. Au contraire, ce qui compte pour avoir un mouvement fort, c'est bien la motivation des travailleur·se·s, qu'ils et elles se sentent concerné·e·s par la lutte et s'organisent comme ils et elles l'entendent sans attendre l'aval d'une hiérarchie réticente.

Deuxièmement, de jeunes travailleurs, en nombre grandissant se retrouvent isolés et ne sont plus représentés par les organisations syndicales. Ceci est entre autre dû à une nouvelle organisation du travail et l'impact des nouvelles technologies sur celle-ci (ubérisation...). Nous ne voulons pas les oublier, mais plutôt les inclure dans notre lutte, car ils seront et sont déjà tout autant touchés que nous par ces mesures d'austérité, si pas plus fortement encore. Il va alors falloir trouver des idées, et ensuite des moyens concrets qui nous permettront de parler, de toucher ces personnes et de les inclure dans notre mouvement et dans notre lutte pour pouvoir enfin lancer ce que j'appellerais une contre-attaque.

Nous pensons qu'il ne s'agira pas d'être uniquement dans le compromis et dans la défense de certains acquis sociaux, mais plutôt d'aller plus loin dans la critique. Il nous paraît évident que ce système ne tient plus, c'est pourquoi nous remettons radicalement en question le modèle de société capitaliste dans laquelle nous vivons. Il ne s'agit donc pas de grappiller quelques miettes en négociant avec des patrons ou de penser des réformes pour instaurer un capitalisme « plus soft », mais bien de repen-

ser la construction de la société ainsi que son fonctionnement dans son ensemble. Et ce sera sans aucun doute par la force du nombre et de la détermination que nous pourrions y arriver. Cela passe évidemment par certains moyens concrets d'organisation.

Concrètement, il paraît urgent de s'organiser dans le but de re-donner tout le pouvoir à la base du mouvement. Cela peut notamment se faire par le biais de comités que ce soit dans les entreprises, comme dans les écoles ou les quartiers pour donner lieu à des assemblées du personnel, des comités de grève, des comités d'étudiants ou comités de quartiers d'où ressortiraient des revendications communes ainsi qu'une planification d'actions concrètes. Par exemple, nous les jeunes aimons particulièrement les actions de désobéissance civile et pensons que c'est un bon moyen pour nous faire entendre, faire passer notre message et rallier de nouvelles personnes à notre mouvement. L'idéal est évidemment de pouvoir assurer dans le même temps une communication entre tous ces comités pour instaurer une véritable solidarité et créer ce rapport de force avec le pouvoir en place pour en venir à bout.

« De jeunes travailleurs, en nombre grandissant se retrouvent isolés et ne sont plus représentés par les organisations syndicales. Ceci est entre autres dû à une nouvelle organisation du travail et l'impact des nouvelles technologies sur celle-ci. Nous ne voulons pas les oublier, mais plutôt les inclure dans notre lutte. »

UN ARSENAL DE NOUVELLES MESURES D'AUSTÉRITÉ

- Suppression des primes pour heures supplémentaires par l'annualisation du temps de travail.
- Suppression de l'obligation de publier les horaires variables à temps partiel au règlement de travail.
- Baisse de 6 à 18% du salaire minimum des moins de 21 ans.
- Baisse des pensions par la limitation à un an (sur toute la carrière) du nombre de jours assimilés (chômage, prépension). Alors que les pensions légales en Belgique sont parmi les plus basses en Europe, cela représentera une perte en moyenne de plus de 800 euros par an pour un·e pensionné·e comptant cinq ans de chômage ou de prépension.
- 900 millions de coupes budgétaires dans les soins de santé (certains médicaments seront limités ou moins bien remboursés, accélération de la fusion ou de la fermeture d'hôpitaux, réduction des dépenses pour les soins à domicile, blocage des budgets dans la plupart des secteurs de la santé, calcul de l'indemnité de maladie sur un salaire de base et non plus sur le salaire réel plafonné).



ENQUÊTE À CHARLEROI. LA VILLE POUR QUI ?

Ce vendredi 25 novembre, nous sommes à l'Eden, le Centre culturel de Charleroi, pour écouter les comptes-rendus des États généraux de la jeunesse organisés par l'Échevinat de la ville. Les jeunes présents prennent tour à tour la parole et exposent les propositions sur lesquelles ils ont travaillé toute la journée à des tables thématiques. Les idées sont riches de sens et les attentes importantes. Si ces propositions aboutissent concrètement, la ville de Charleroi en serait transfigurée. Il faut dire que l'échevinat de la jeunesse n'a pas peur des mots, le sous-titre à ces journées de réflexion est : « *Comment construire le futur des jeunes ?* ». Pour les jeunes qui sont là, les enjeux sont grands. Le futur, ils craignent surtout qu'il ressemble au quotidien qui les entoure : chômage, travail précaire et mal logement. En coulisses, certains nous disent qu'ils ont plein d'espoir de voir ce processus aboutir à quelque chose, mais ils ont des craintes. La crainte d'être encore une fois trahis, mis de côté. Nous comprenons. Cela fait plus d'un mois que l'équipe de l'organise-toi vient rencontrer les jeunes des JOC de Charleroi pour discuter du futur de cette ville à laquelle ils sont attachés malgré parfois la galère du quotidien.

La presse et le monde politique sont unanimes : il fallait faire quelque chose pour Charleroi ; relancer une dynamique et sortir des années sombres dévastées par le fléau des scandales politico-financiers. C'est maintenant chose faite. La ville-basse est un chantier depuis quatre ans et les projets immobiliers fleurissent aux quatre coins du centre-ville ; « *Charleroi est à l'aube d'une ère nouvelle, malgré tout* » titre le quotidien Le Soir dans son dossier du 2 septembre 2016. « *Malgré tout* » parce que Caterpillar, un des derniers fleurons industriels de la ville vient de décider la fermeture de son site de Gosselies. « *Malgré tout* », aussi parce que les traces laissées par la décadence d'un passé industriel glorieux structurent encore le paysage de la ville et la conscience de ses habitants. L'annonce de la fermeture de Caterpillar est, pour les carolos, un rappel brutal que cette chute est sans fond.

Pour relancer une dynamique urbaine et redonner une identité forte à Charleroi, la reconversion et la culture sont devenues des éléments fondamentaux de la politique de la ville. Paul Magnette a nommé un Bouwmeester, Giorgio Maillis, un maître-architecte du cru, qui a travaillé dans des bureaux internationaux à Athènes et Londres. Sa mission est de développer un schéma directeur et d'étalonner l'ensemble des projets urbains qui vont modifier le visage de Charleroi. Ce changement s'incarne d'abord dans la communication et la création d'événements : doter la commune d'un nouveau logo et d'un calendrier festif pour faire revivre le cœur de la Ville et y attirer de nouveau des gens qui n'étaient plus venus depuis longtemps. Dans son interview au Soir, Magnette explique : « *Je ne crois pas beaucoup au mythe "attirer de nouveaux habitants". Il y a très peu de villes qui attirent de nouveaux habitants. Il faut arrêter d'en perdre. (...) Ce qu'il faut ici, c'est que les gens s'enracinent. Dans toutes les familles de classe moyenne, la moitié des enfants s'en vont. Il faut qu'ils restent. Et si c'est le cas, dans une génération, la ville aura complètement changé.* »

Alors que les maquettes et les brochures de présentation promettent pour bientôt monts et merveilles, nous avons voulu voir par nous-mêmes ce qu'il s'y passe vraiment, tenter de démêler le vrai de la rumeur, la réalité de l'apparence. Nous vous proposons trois rencontres qui sont autant d'éclairages sur la ville et sa mutation.



01.

DANS LA VILLE EN CHANTIER

Nous sommes l'après-midi d'un samedi de début novembre autour d'une table avec des jeunes carolos. Nous discutons sur la situation de la Ville. Ils ont entre 19 et 25 ans. Ils s'appellent Marie, Solène, Johan, Alex, Kerry et Camille. Cette dernière habite le centre-ville, les autres sont de la périphérie, Gilly, Marchienne-au-Pont et Marcinelle. Ils viennent dans le centre pour acheter, travailler, sortir, étudier et socialiser.



En venant, on a vu des affiches défraîchies « Charleroi, Wake Up ». C'est quoi ça ?

– Marie : Ce sont des apéros urbains organisés durant l'été pour faire découvrir des endroits du centre-ville aux jeunes.

– Solène : Les boissons sont chères, on fouille ton sac avant d'entrer, j'ai même une copine à qui on a jeté sa bouteille d'eau.

– Camille : Ils te font croire que c'est nous, les carolos, qui récupérons quelque chose, un endroit. Mais au final, ils font un business pas possible sur ça. Ce sont les enfants de la bourgeoisie carolo qui profitent du business.

– Alex : Moi, je n'ai jamais mis les pieds là. Les jeunes qui vont dans ces soirées sont des jeunes favorisés. Il suffit de regarder les retours de ces soirées sur Facebook.

– Johan : C'est un peu comme « Quartiers d'été » dans le parc Reine Astrid, ce sont les mêmes que la « Wake Up ». Ils réinvestissent la ville, mais c'est un endroit discriminatoire. Pour aller là, il faut déjà un budget. Alors que c'est un parc public, ils ne laissent pas venir les gens avec leur boisson. Au final, on privatise un lieu qui était public.

– Camille : Oui, c'est quand même un parc au final ! Et puis nous, on n'est au courant de rien. On n'est pas impliqué ni consulté. Il n'y a pas quelque chose qui est pensée avec nous. Ou alors, on n'est pas dans les bons réseaux.

Il y a beaucoup de nouvelles initiatives à Charleroi, pourquoi selon vous ?

– Marie : Pour redorer le blason de Charleroi qui a une image de ville violente. Ils veulent prouver que les jeunes font des initiatives positives, mais aussi pour montrer que c'est sécurisé, qu'on peut aller en famille, qu'on peut rester jusqu'à 23 heures et qu'il y a moyen de faire quelque chose de bien à Charleroi. En ce sens, c'est positif.

« Je trouve que c'est une belle ville et c'est dommage qu'on l'oriente vers des objectifs lucratifs. On dirait qu'ils veulent exclure ceux qui gênent. Depuis Rive Gauche, tout l'argent est investi dans le centre. »

– Johan : Moi je pense que c'est quand même fort soutenu par des politiques parce qu'il y a une proximité entre le public qui va à ces « Wake Up », « Quartier d'été », et les gens qui donnent les autorisations. Il y a du favoritisme pour cette jeunesse dorée. Si par exemple nous avec les JOC, on voulait le parc pour faire un événement « Stop Répression », on n'aurait pas les autorisations.

– Alex : Je trouve que c'est une belle ville et c'est dommage qu'on l'oriente vers des objectifs lucratifs. On dirait qu'ils veulent exclure ceux qui gênent. Je suis désolé, mais ce que j'observe depuis qu'ils ont ce projet de centre commercial Rive Gauche — je le vois à Marcinelle d'où je viens et à Gilly où j'habite maintenant — dans les parcs, sur les places, des bancs et des infrastructures sont cassés et rien n'est réparé. Tout l'argent est investi dans le centre.

– Solène : Gilly va devenir le nouveau Charleroi. Il y a un passage des populations du centre de Charleroi vers Gilly, Marcinelle...

– Johan : Le plus gros investissement qu'ils ont fait, c'est la tour de police. On la voit de partout. Cela fait un peu : « où que vous soyez, on vous observe ». D'ailleurs, le seul investissement dans les parcs à Marcinelle, c'est qu'on a taillé les arbres pour que l'on puisse voir la tour et qu'à leur tour ils puissent nous observer.

On part faire un tour dans le quartier de la ville-basse. On démarre du boulevard Tirou pour arriver rue de Marcinelle. Au bout de la rue, on aperçoit le chantier du grand projet de centre commercial Rive Gauche. Depuis le chantier, les rues du quartier sont quasi-désertes, cela fait une drôle d'impression alors que nous sommes un samedi après-midi. On se retrouve rapidement à hauteur du Vecteur, un lieu de concert et d'expos à Charleroi. On fait connaissance avec un des animateurs du lieu. On en profite pour lui poser quelques questions.

Que penses-tu de ce chantier immense ?

– Romain : Je ne sais pas ce que ça va donner. Ça va créer certainement de l'emploi, mais ça va sans doute desservir les commerces qui sont là depuis des décennies. Du public, cela va en drainer. Après, est-ce que ça va être positif pour le bien-être des gens qui habitent dans le centre-ville ? Je sais pas.


Qui habite encore le centre-ville ?

– Romain : Ben y a pas grand monde en fait. Sinon moi je connais surtout la ville-basse. Les habitants sont plutôt défavorisés. Mais nous on essaye d'être acteurs dans le quartier. On fait des trucs avec eux, ils viennent aux vernissages, il y a une très bonne ambiance et une solidarité. Ici, la plupart des gens sont locataires. Maintenant je trouve que c'est bien de faire de cette rue un axe culturel. Mais il faut le faire avec les gens. Avoir un centre-ville, c'est intéressant, c'est beaucoup de sollicitations, tu as tout à portée de main.

Dans la rue de Marcinelle, on observe que le logo de la Ville de Charleroi est fort présent. Il revient partout.

– Romain : C'est très intelligent, le Bouwmeester veut créer une homogénéité graphique, parce que dans certaines rues, tu as l'impression d'être à Las Vegas, tu as des enseignes partout, enfin ça ne va pas, ça fait mal aux yeux. Eux, ils reprennent la main là-dessus. Ce n'est pas plus mal, parce qu'il y eut un laisser-aller. Je ne connais pas tous les plans urbanistiques, mais la culture est clairement une priorité à Charleroi et c'est intéressant.

Romain nous invite à emprunter l'escalier qui donne sur la bibliothèque du Vecteur. Une fois devant les étagères, un livre ressort et nous interpelle : « Communs » de Pierre Dardot et Christian Laval. Les auteurs y opposent la revendication des communs aux nouvelles formes d'appropriation privée et étatique. Et si c'était justement ça qui se jouait dans la ville-basse ? Autre surprise, la collection quasi complète des éditions La Fabrique traîne sur les étagères : À nos amis du Comité Invisible, La domination policière de Mathieu Rigouste... Nous jetons un œil dans la pièce du fond. Des enfants assis sur des coussins assistent attentivement à la lecture d'un livre. En sortant, nous lançons à Romain : « Bon choix dans les livres ! »



« On s'est aperçu qu'il y avait un problème, le jour où des ouvriers égyptiens qui travaillaient sur le chantier sont montés sur une grue parce qu'ils n'étaient pas payés. C'était impressionnant. Tout le monde était secoué comme si la réalité était de retour. »

On emprunte ensuite la rue Charles Dupret pour rejoindre les quais. En voyant un bâtiment à vendre et vide de tout habitant, Alex dira : « Je me souviens d'être allé chez une vieille dame. Je ne sais pas ce qu'elle est devenue d'ailleurs. Ça fait bizarre tous ces changements ». Ces lieux, auparavant habités, produisent des attaches qui ont été balayées par les travaux. Rue du Brabant, nous passons devant un bâtiment en rénovation où ouvrira prochainement « une microbrasserie, une fabrique de limonade fermentée, un restaurant de 40 places, un espace pour des concerts et de la torréfaction » nommée « La manufacture urbaine », juste à côté de la Deutsche Bank..

Arrivés sur les quais, les Carolos qui nous accompagnent sont d'accord pour dire que la rénovation des quais en promenade, comme sur la digue d'Ostende, est une réussite. « On peut faire une balade et s'asseoir correctement, un vrai espace public sans vision commerciale préalable ». Même si ça sent la rénovation pour préparer le projet Rive Gauche qui jouxte les quais et qu'une série de petits investissements tout autour du mega-projet sont déjà bien visibles. Il y en a pour tous les portefeuilles. Et puis on tombe sur Quai 10, un nouvel espace culturel au cœur de la ville-basse, construit avec des fonds publics, dédié à l'image. Un archipel faisant la part belle au cinéma, aux jeux vidéo et aux arts numériques.

On quitte le quai en tournant à droite, on se faufile entre des bâtiments administratifs. On aboutit à un carrefour entre plusieurs rues. On emprunte la rue de Marchienne. Solène s'exclame : « Ici, c'était le quartier des putes. Il y avait aussi "le Collisseum" une salle de concert maintenant fermée. C'est triste, on est venu voir plein de concerts chouettes dans cette salle et puis la salle était très belle. Pourquoi devoir tout casser pour reconstruire, au final, des infrastructures culturelles ? » Alex, nous parle alors de Louis Strike un rappeur qui a fait le Buzz sur Youtube avec « Qu'est-ce qu'ils ont fait de ma ville ? ». Sur son smartphone, Alex nous montre le clip où Louis Strike exprime son ras-le-bol des travaux et passe en revue tout ce qui a été détruit et fermé.

Cela pose problème à beaucoup de gens ce projet Rive Gauche ?

– Solène : Il y a beaucoup d'adhésions pour le projet de Rive Gauche. Je vois bien avec les gens de ma classe, ils sont contents parce que maintenant « ça claque ».

Mais là il n'y a personne dans la ville-basse et on est samedi après-midi. À part des ouvriers qui sortent et qui entrent dans les chantiers, c'est vide. Où sont les gens de Charleroi ?

– Camille : À Ville 2, un centre commercial plus haut dans la ville. On se demande d'ailleurs pourquoi

ouvrir un centre commercial dans le centre alors qu'il y a Ville 2 et déjà bien d'autres dans la périphérie. Mais bon, il y aura un Primark, ici à Rive Gauche.

– Marie : Nous, on s'est aperçu qu'il y avait un problème, le jour où des ouvriers égyptiens qui travaillaient sur le chantier sont montés sur une grue parce qu'ils n'étaient pas payés. C'était impressionnant. Tout le monde était secoué comme si la réalité était de retour.

Comment vous voyez votre futur à Charleroi ?

– Solène : Il manque un lieu où ce n'est pas cher, où tout le monde vient et que ce soit « open ». Un peu comme c'était le Rockerill avant que cela devienne investi par les bourges.

– Marie : Les ouvriers n'ont jamais habité la ville-basse. Cela a toujours été la classe moyenne. Pour la culture, c'est trop cher pour nous, y a pas de l'alternatif à Charleroi. Il y en a plus. Ils ont sponsorisé les lieux qui étaient alternatifs et c'est devenu plus cher.

– Camille : J'aime Charleroi centre, mais je ne sais pas qui va fréquenter encore le centre. Moi, je pars, je vais vivre à Gilly. Charleroi centre est devenue trop cher pour moi.

– Johan : On fait des études à Charleroi, on veut y rester et si on n'y arrive pas, on fera tout péter. On a des projets, on veut pouvoir les réaliser.

« QU'EST CE QU'ILS ONT FAIT DE MA VILLE ? », RENCONTRE AVEC LE RAPPEUR LOUIS STRIKE

Louis Strike, alias Louis Petyt, habite Charleroi depuis sa naissance, musicien il participe activement à la vie culturelle de Charleroi en organisant des concerts. Fin 2013, il fait le buzz avec un rap intitulé « Qu'est ce qu'ils ont fait de ma ville ? » Rencontre.

Peux-tu nous expliquer quelles étaient tes motivations à l'époque, ce que tu dénonçais ?

J'étais steward urbain avant de faire ce clip et j'entendais tous les commerçants et passants se plaindre de la gestion de la ville, des travaux, de la destruction de tous les souvenirs des gens. En tombant dans un trou des travaux, j'ai eu un déclic, un ras-le-bol total. Je suis rentré chez moi et j'ai composé la musique et écrit les paroles en une heure. Un ras-le-bol total de ces travaux, destructions, de ces routes qui étaient fermées de partout, des fermetures de commerce à cause des travaux qui faisaient fuir les gens. Je voyais ma ville d'enfance disparaître pas à pas et ça me fendait le cœur.

Aujourd'hui, comment vois-tu la situation par rapport à ce que tu écrivais en 2013 ? Est ce que ça a changé en bien, en mal ?

La situation a évolué. Les quais de Sambre sont finis, ça fait joli...mais en réalité ils sont squattés par les sans-abris. Car c'est bien de s'occuper de l'architecture, mais on en oublie les vrais problèmes. C'est bien beau de faire un centre commercial qui ressemble à tous les centres commerciaux des grosses villes, H&M, Zara, Macdo, Foot Locker... Après Ville 2 qui a tué la ville haute et Charleroi Nord, on reproduit le même phénomène. Maintenant au niveau de la beauté de la ville, ça sera top, ça va redorer le blason de Charleroi. Mais les gens ont voté pour du socialisme il me semble non ? Où est-il ?... De la poudre aux yeux pour que les plus riches qui n'habitent pas Charleroi se disent: « Waaaaaaw que c'est beau ! ». Au niveau culturel, rien à dire, c'est une ville qui bouge, qui est chaleureuse, de par ses événements et heureusement. Mais comme on dit...du pain et des jeux...



02. EN PÉRIPHÉRIE, LA BOUCLE NOIRE.

On revient à Charleroi, quelques jours plus tard, pour rencontrer, Micheline Dufert et Francis Pourcel. On a été interpellé par leur blog sur les terrils et surtout par le tracé de 20 km autour de Charleroi, c'est la « Boucle noire » qu'ils ont créée bénévolement par amour de la ville et de son environnement. Cette boucle c'est aussi l'occasion pour nous de voir ce qu'il se trame en périphérie de la ville. Avant de les rejoindre, on fait une partie du parcours et démarrons du halage du canal à Marchienne-au-Pont. On traverse un paysage marqué par les vestiges de l'industrie minière et sidérurgique. On se dirige vers Dampremy, direction le Terril des Piges. Une fois au-dessus, une vue imprenable sur Charleroi et sa périphérie industrielle nous est offerte. Ici aussi, la nouvelle tour de police domine la ville. On poursuit le GR jusqu'au Cercle Saint Joseph de Dampremy où nous attendent les concepteurs de ce chemin insolite. Voici les temps forts de la rencontre autour du sens de leur démarche.

Pourquoi avez-vous réalisé ce projet de « boucle noire » ?

– Francis : Il n'y avait rien qui orientait vers la découverte des terrils, des panoramas que ceux-ci offraient. On s'est dit, créons un chemin de randonnée qui permet de relier les terrils qu'on connaît. C'est parti de là. Quand on vit à Charleroi, les terrils, on ne les voit plus parce qu'on s'habitue au paysage. Et puis les gens n'osent pas aller sur les terrils, ils ne savent pas si c'est privé, si c'est dangereux et puis surtout par quel chemin. Voilà quel a été le sens de notre démarche : favoriser l'accès à tous. On a ouvert des sentiers à la débroussailluse. Nous avons produit un chemin et une carte avec l'aide de L'Eden et la Ville de Charleroi.

– Micheline : Nous les terrils, on les a connus noirs. Et puis on est parti de Charleroi quelques années et pendant ces années-là, les terrils ont verdi. On s'est dit qu'on monterait bien dessus. On a habité à Charleroi jusqu'en 1982. On habitait au cœur de l'industrie. Notre décor c'était le train devant et derrière la maison, les usines, les mines et les terrils. Ce que nous aimons ici, c'est que le paysage a été complètement chamboulé, il est en mouvement. Bon maintenant, notre projet, ce n'est pas seulement faire une balade de 20 km. Le but c'est que les gens trouvent un intérêt à parcourir les lieux.

Comment réagissent les personnes ?

– Francis : Quand on croise des gens d'ici, ils nous disent « Qu'est-ce qu'il y a de beau là au-dessus ? ». On en parle et on apprend qu'il y en a qui voudraient qu'on supprime tout ça. Par exemple, les gens qui ont travaillé dans les mines, ils ne veulent pas aller sur les terrils. Il y a aussi beaucoup de primo arrivant ici à Dampremy, et dès qu'ils peuvent partir, ils s'en vont. La vie sociale a du mal de s'enraciner ici. Mais, il y en a quand même une. Les gens parlent et aiment être ensemble. C'est typique carolo ça. Nous, on a connu le Charleroi des années 70. On pouvait aller de la ville haute à la ville-basse sans problème, il y avait des bistrotts et des restaurants partout. Tout ça a disparu. Après la chute de l'industrie, cela a produit une dynamique vers le bas. Nous espérons qu'il y ait un mouvement culturel qui pousse tout le monde vers le haut.

Qu'avez-vous découvert en parcourant ces sentiers abandonnés ?

– Francis : Quand on a commencé, on a emprunté des sentiers communaux qui n'avaient plus été empruntés depuis au moins 20 ans. Sur le chemin, on a fait d'innombrables rencontres et on s'est aperçu que des gens vivent là en quasi autarcie. Ils ont des animaux, ils récupèrent du bois et toute sorte de métaux. Mais ils brûlent aussi leurs déchets sur place. On estime que chaque riverain doit se responsabiliser par rapport à son environnement. En discutant avec eux, ils vous disent ce n'est pas eux. Et là-dessus, ils n'ont pas tort. Ce sont souvent des locataires et quand ils arrivent le bordel est déjà énorme, ils risquent de se faire expulser à n'importe quel moment, ça ne donne pas envie de faire quelque chose. Les quartiers sales, ce sont souvent des quartiers où les gens n'ont pas le plaisir d'habiter. Et aussi dès qu'ils ont la possibilité, ils partent. Il n'y a pas d'attachement qui se fait. Chaque fois le bordel s'entasse un peu plus.

– Micheline : Il faut savoir que la chute de l'industrie lourde a traumatisé les gens. Ici, on avait tout misé sur l'industrie. Même l'habitat bourgeois est relativement modeste. On n'est pas dans l'ostentation ici. Il faut savoir qu'il y a eu de très lourdes grèves et émeutes à Charleroi. Les colères ouvrières sont toujours très dures. En 1886, des dizaines d'usines et propriétés d'industriels seront pillées, détruites, et pour certaines incendiées. Mais tout n'est pas noir. Il y en a qui ont aménagé leur jardin. Le mauvais pendant, c'est que maintenant non seulement tout doit être aseptisé, mais tout doit être uniformisé. C'est la norme internationale qui prévaut.

« Ce que nous aimons ici, c'est que le paysage a été complètement chamboulé, il est en mouvement. Bon maintenant, notre projet, ce n'est pas seulement faire une balade de 20 km. Le but c'est que les gens trouvent un intérêt à parcourir les lieux. »

DROIT AU LOGEMENT pour tous

03. SOLIDARITÉS NOUVELLES

Camille nous a suggéré de prendre contact avec des travailleurs de Solidarités Nouvelles pour mieux comprendre les enjeux au centre-ville de Charleroi. Nous avons rendez-vous avec Benoit et Denis dans leurs locaux du boulevard Jacques Bertrand. Cette association a déjà une longue histoire. L'association a été fondée par un prêtre ouvrier, Paul Trigalet, qui avait la profonde conviction que si on implique les gens en difficulté dans le processus de décision qui les concerne, on augmente leur chance de retrouver une certaine dignité et d'être incités à devenir de véritables partenaires. Aujourd'hui, Solidarités Nouvelles assure des permanences d'accueil pour les mal-logés, participe à différentes actions pour le Droit au Logement, développe des projets participatifs, et assure la gestion d'une quinzaine de logements dont certains ont été rénovés par d'anciens habitants de la rue.



Qu'avez-vous à dire sur la transformation en cours dans le centre de Charleroi ? Y a-t-il des résistances à ce processus ?

– Denis : Notre avis est plutôt négatif. Pour entamer le processus, ils ont fait un règlement communal rien que pour les SDF où ceux-ci doivent devenir nomades. Un jour dans telle zone de la ville, un autre dans une autre zone. Et puis, il y a les précaires mal-logés qui ont été expulsés des bâtiments où ils vivaient pour soi-disant lutter contre les marchands de sommeil. Maintenant, les loyers montent et pas les revenus des gens. Donc c'est une plus grande partie de la population qui va être touchée par les investissements faits en ville. Il y a toute une classe de personne qui va être rayée de Charleroi centre : les chômeurs, les minimexés et les bas revenus. Pour le dire court, la majorité des habitants avant le début des travaux. Je n'ai rien contre le fait qu'on fasse une nouvelle ville, mais alors une ville pour tout le monde.

– Benoit : À partir du moment où le consortium d'investisseurs immobiliers a commencé à acheter des biens pour leur projet « Rive Gauche », les gens ont commencé à être expulsés. Nous sommes début 2010, la ville a quand même mis en place des comités de concertation. Ils ont consulté, mais déjà là, on a senti qu'il serait très difficile d'organiser une résistance pour que l'avis des plus fragiles soit pris en compte. Malheureusement, sur ce coup-là, nous avons compris que c'était compliqué avec certaines associations et syndicats. Pourtant, c'est une manière très libérale de refaire la ville. On va chercher des investisseurs, on fait des méga-projets, on démolit tout. Le chantier Rive Gauche est un schéma que tu retrouves dans d'autres villes. Cela n'a fait absolument rien d'original. C'est plutôt la bonne recette pour créer des phénomènes de gentrification et de ségrégation sociale et géographique. Pendant que certaines associations et syndicats font l'autruche, les autorités de la ville sont, elles, très dérangées par ce genre de discours qu'ils n'aiment pas du tout entendre. Inévitablement, le phénomène prend déjà de l'ampleur. Il ne faut pas être un spécialiste pour voir tous les investisseurs qui sont déjà en train de se placer sur la ville-basse et qui sont là pour faire gonfler les prix. Dans le projet Rive Gauche, il y a du logement qui est prévu, mais c'est soit du logement de haut standing, soit du logement moyen, pas du logement social. Les autorités communales pouvaient imposer cela aux promoteurs, ils ont des leviers pour le faire, mais ça n'a pas été le cas. Il y a des investissements publics pour arranger le cadre urbain depuis 2008, notamment via des fonds européens, et puis ils privatisent pratiquement la ville-basse. Un immense bloc du centre-ville appartient maintenant à un grand groupe financier.

On parle de beaucoup de problèmes de sécurité à Charleroi, vous pouvez nous en dire plus ?

Denis : Il y a 24 ans quand je faisais mes maraudes, j'étais tout seul, j'ai fait ça pendant 10 ans, je faisais le tour dans les parcs et les buissons avec ma lampe de poche, je n'ai jamais eu de problème. Bon il vrai que la toxicomanie a augmenté. Et là évidemment, on n'a pas géré le problème. Rien n'est proposé, on criminalise les problèmes et surtout on n'essaie pas de les prendre en main, d'organiser la réduction des risques, on déplace les dealers. On produit de l'insécurité comme on produit de la pauvreté.

Qu'est-ce que vous proposer comme alternatives ?

Benoit : La logique des autorités est de redynamiser le centre-ville pour que ça rayonne sur la périphérie. Mais évidemment ça se paupérise sur les périphéries. Nous on se bat pour une ville où tout le monde trouve sa place et cohabite et pas dans une logique où un public chasse un autre et où le centre-ville devient un espace VIP.

Denis : Moi je suis dans le monde des sans-abri et donc je dis que les sans-abri ont le droit d'habiter en ville. Ce sont des habitants aussi. Nous pensons qu'il faut proposer de l'habitat léger pour les sans-abri et travailler à partir de là. Si vous voulez créer une nouvelle ville, il faut aussi proposer des choses pour les gens que vous écartez. On avait proposé qu'ils nous donnent du terrain. Peu importe, des friches, le bas des terrils, on y met des petites maisons pour faire des petits villages de 4 et 5 personnes et des jardins partagés. On sait faire des maisons de deux mètres sur deux. L'habitat léger est une solution, une construction démontable. Ils n'ont pas voulu. Il y a déjà quelques années, on a proposé des containers et ils ont répondu : « Pas de bidonvilles en ville ! ». Et puis maintenant ce sont des investisseurs qui proposent ce genre d'habitat et alors ils s'applaudissent tous en trouvant ça génial. Pour faire des projets alternatifs, il faut des appuis. Si tu travailles avec les sans-abri de cette manière, tu peux faire en sorte qu'ils retrouvent un chemin.

« Si vous voulez créer une nouvelle ville, il faut aussi proposer des choses pour les gens que vous écartez. »

04. ON REPENDRA LA VILLE PAR LA PÉRIPHÉRIE.

En sortant de ces trois belles rencontres, on se dit que Charleroi aurait été une belle opportunité pour penser la ville autrement et rendre aux habitants leur dignité. Mais il n'en est pas ainsi et la manière dont sont pensés et menés les nouveaux projets à Charleroi, nous ont plutôt laissés perplexes.

« *Le marketing territorial fonctionne à plein régime tandis qu'on assiste à une érosion des services publics, de la qualité de l'éducation* »

Le chantier dans la ville est un moment de transition, de mouvements. C'est le moment des spéculations immobilières et des investissements financiers sur les futurs gains qui pourront y être faits. On vend, on achète, on investit. C'est aussi le moment où on fait place nette des prostituées, des mendiants et des plus précaires. On déplace, on cache, on repousse. À cet égard les mots formulés par l'actuel bourgmestre, même s'il s'appuie, selon nous, sur la mystification du discours sur l'emploi, sont très clairs : « *Aujourd'hui, si tu étudies la bio, tu es sûr de trouver du boulot ici. (...) En revanche, habitent dans Charleroi une série de gens sans qualification et sans revenu qui ne peuvent hélas pas être candidats pour les postes de travail qu'il y a sur Charleroi. Il y a donc un divorce entre la géographie économique et la géographie humaine. Plus on réconcilie les deux et plus on reconstruit une cohérence urbaine* ».

Il n'y a là rien de vraiment surprenant. On a déjà pu observer ce ballet des ombres dans les transformations que nombre de villes post-industrielles ont déjà connues. Depuis le tournant néo-libéral des années 1970, les villes se comportent comme des acteurs en compétition sur un marché territorial mondial. Comme les entreprises, elles doivent s'adapter en permanence, être plus performantes que leurs concurrentes. Il faut attirer les spéculateurs et les fonds publics pour rénover et construire, il faut se vendre aux touristes potentiels pour faire tourner les commerces et offrir des opportunités aux classes créatives pour redynamiser le tissu urbain. Via les grands événements, la culture est enrôlée dans ce processus de néo-libéralisation des villes. Le marketing territorial fonctionne à plein régime tandis qu'on assiste à une érosion des services publics, de la qualité de l'éducation. Ces modifications dans la ville néolibérale se traduisent par le renouveau des centres-villes, la reconversion/reconquête d'anciens espaces industriels et la concentration des investissements dans quelques zones soigneusement sélectionnées.

Tous ces éléments, nous avons pu les observer à différentes échelles dans ce 'renouveau' projeté à Charleroi. En faisant des signes aux investisseurs, on évite d'investir dans des moyens qui permettent aux habitants de prendre possession des lieux autrement que par la consommation. On considère les habitants comme une variable qu'on expulse si elle ne s'adapte pas à chaque fois. On détruit toutes autres formes d'attachements que la vision du monde qu'offre cette économie de la domination.

Mais cette enquête nous a aussi ouvert des perspectives. Dans des impasses donnant sur des chancre industriels où nous nous sommes perdus en déambulant, nous avons rencontré une véritable économie de la débrouille et de la récupération : un jar-

din-musée façon *Facteur Cheval*, des bouts de terrains occupés par les chèvres et les poules, des petits ateliers de production. Le manque d'intervention des pouvoirs publics est frappant, mais en même temps, c'est ce qui justement permet d'envisager ce qu'on appelle le 'droit à la ville', c'est-à-dire la capacité de décider collectivement de la façon de produire la ville et de ses finalités. Une sorte de versant urbain de l'autogestion de la production afin de l'adapter aux besoins réels. Comme le suggère Eric Hazan, fondateur des éditions *La Fabrique* : « *Ce qui compte dans une perspective émancipatrice, ce n'est pas tant le tissu urbain que la capacité collective des habitants d'une ville à décider de la façon dont on la produit et l'utilise* ».

En discutant avec différents acteurs ici sur Charleroi, nous avons pu constater une incapacité à penser l'appropriation de l'espace urbain dans les organisations ouvrières traditionnelles. Des phénomènes comme la gentrification et la *disneyfication* des centres-villes, la construction de résidences de luxe avec le manque de logements abordables, les situations barbares qui obligent les gens à vivre dans la rue, le délabrement des écoles, ne peuvent être pensés uniquement que comme des effets secondaires de l'exploitation ouvrière. Dans *Rebel Cities*, le géographe marxiste David Harvey montre très bien le lien qui existe entre le développement de la ville, l'urbanisation du monde et les bouleversements macroéconomiques dans lesquels les travailleurs sont pris. Pourquoi ne pas tenir compte et considérer le 'Droit à la ville', vu comme un droit collectif basé sur les travailleurs qui produisent et reproduisent la vie quotidienne de celle-ci ? Comme nous le montre encore la situation actuelle à Charleroi, les processus capitalistes urbains ont détruit la ville en tant que corps politique fonctionnel sur lequel on pourrait construire une alternative civilisée. Afin de contrer le fatalisme, réfléchissons donc à revendiquer ce droit à reconstruire et recréer la ville en dehors de l'accumulation capitaliste et de la domination de classe. Organisons-nous pour un droit à la ville qui lutte contre les inégalités, la pauvreté et la dégradation environnementale, un droit qui oppose un processus inverse à celui de la métropolisation et remobilise le pouvoir des habitants.

« *Les processus capitalistes urbains ont détruit la ville en tant que corps politique fonctionnel sur lequel on pourrait construire une alternative civilisée. Afin de contrer le fatalisme, réfléchissons donc à revendiquer ce droit à reconstruire et recréer la ville en dehors de l'accumulation capitaliste et de la domination de classe.* »

Contre le libre échange et son monde organisation & actions !

par Martin

Malgré de nombreuses manifestations, une pétition ayant récolté plus de 3 millions de signatures et presque 2000 zones hors-TTIP en Europe, les dirigeants européens continuent à faire la sourde oreille. Face à des négociations secrètes, antidémocratiques et sous influence des lobbies, et au vu de l'importance de l'enjeu, la désobéissance civile non violente est un des derniers moyens pertinent et légitime aux mains de la société civile pour se faire entendre. Ces derniers mois, les actions se sont multipliées pour porter la voix de ceux qu'on ne veut pas entendre.

TTIP GAME OVER

TTIP GAME OVER est un appel à mettre en place des actions directes non violentes et de désobéissance civile en vue de mettre un terme aux négociations des traités de libre-échange, notamment le TTIP et le CETA.

Le premier round s'est déroulé début juillet alors que des centaines de négociateurs européens et américains étaient à Bruxelles. L'objectif était de perturber les négociations du TTIP en faisant du bruit pour faire entendre nos voix et sonner la fin des négociations. Concert de poêles et de casseroles, blocage... les pourparlers d'une semaine ont été constamment perturbés. 1 — 0 pour TTIP Game Over !

Le deuxième round qui s'est déroulé au début du mois de novembre a braqué les projecteurs sur les acteurs qui négocient le TTIP dans l'ombre. Plusieurs équipes, belges et internationales, ont agi chacune à leur manière pour démasquer et ralentir ceux qui répandent l'idéologie du libre-échange et tirent les ficelles des négociations : lobbyistes, Commission européenne et gouvernements. Pendant une semaine, les actions se sont multipliées à Bruxelles, en Wallonie, mais aussi partout en Europe. Action chez Bayer, émission en direct à la radio depuis le siège d'un lobbies, apéro hors CETA sur la place du Luxembourg... La créativité et la combativité étaient encore de mise. 2 — 0 pour TTIP Game Over.

ET LE CETA DANS TOUT ÇA ?

Grâce à la mobilisation de la société civile et des activistes, le sommet UE - Canada a été retardé de trois jours. Reprogrammé en urgence le dimanche 30 octobre, après le renoncement wallon, les militants ne pouvaient pas laisser la Commission européenne signer ce traité antidémocratique sans se mobiliser. En signant un traité qui protège les investissements des multinationales plutôt que d'augmenter les normes sociales et environnementales, la Commission européenne fait passer les intérêts privés avant ceux de ses propres citoyens.

Au moment où a débuté le Sommet UE - Canada, le collectif « CETAssis pieds sous-terre » a lancé l'opération « RIP democracy ». L'objectif était de perturber la signature de l'accord de libre-échange avec le Canada en s'invitant autour de la table. Cela afin de porter la voix de tous les citoyens, européens et canadiens, opposés au CETA, dont l'avis est bafoué par la Commission européenne.

Plus d'une centaine d'activistes ont également organisé un sit-in devant l'entrée du « Justus Lipsius », le bâtiment où aura lieu la signature du traité. « *On veut gâcher leur fête pour rappeler que la signature du CETA est une défaite pour la démocratie et un jour funeste pour les peuples européens. Le citoyen n'est pas juste bon à être informé, mais il mérite également d'être écouté* » a déclaré Camille, porte-parole du collectif lors de l'action.

Ces dernières semaines ont encore démontré la grande capacité d'organisation, l'originalité et la diversité des tactiques d'action qui anime ceux qui se battent contre les traités de libre-échange. Solidarité avec les camarades victimes de la répression. Contre le libre échange et son monde, la lutte continue !

Zone Hors TTIP



Tuto: la récup' de nourriture par Juan

On nous raconte que le capitalisme c'est l'abondance. Pourtant force est de constater que pour beaucoup capitalisme rime plutôt avec pénurie. La faim touche plus de 5 millions de personnes en Europe tandis que 1 personne sur 9 souffre encore de la faim dans le monde. Ce qui nous choque le plus dans cette soi-disante abondance, c'est le gaspillage. Les biens ne sont pas produits pour répondre à un besoin, ils sont juste produits pour être vendus. Et s'il ne trouve pas d'acquéreur, le bien sera au mieux recyclé ou donné à des animaux, au pire jeté, détruit ou abandonné. Selon une analyse menée en 2011 par la FAO, on estime que la quantité de gaspillage alimentaire dans le monde s'élève à 1,3 milliard de tonnes par an soit environ un tiers de la production totale de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine. Nous sommes de plus en plus nombreux à avoir des difficultés à remplir notre frigo malgré l'abondance qu'on nous fait miroiter. Et surtout de quelle abondance parle-t-on? Les produits sains et respectueux de notre environnement sont bien souvent trop chers et nous devons nous rabattre sur des aliments industriels de piètre qualité.

- La première étape, souvent la plus infructueuse, consiste à aller demander aux gérants du magasin s'ils sont prêts à vous donner leurs invendus. Représenter une association, fût-elle de fait, vous aidera grandement à gagner la sympathie du gérant. Mais rien n'est gagné !
- Le gérant vous envoie paître, pas de problèmes! Faites le tour du magasin et vérifiez si les poubelles ne sont pas enfermées dans un local à clé. Si ce n'est pas le cas, attendez au moins une heure après la fermeture du magasin, ouvrez la poubelle et faites votre choix ! N'oubliez pas votre lampe de poche et des gants pour y aller à pleine main ! :)
- La règle principale « en récup » c'est de **seulement choisir les aliments que vous êtes certains de manger**. En effet la quantité est telle qu'autant de produits gratuits et encore consommables à portée de mains, ça peut vite vous monter à la tête et vous serez tenté de tout emporter.
- **Soyez raisonnables** parce que sans lieux pour les stocker ni frigos pour tout congeler vous allez vite vous retrouver avec une quantité de déchets plus vraiment consommables sur les bras. Au pire cela peut alimenter votre compost !
- Une fois votre sac ou votre coffre rempli, rentrez chez vous, invitez vos amis pour un « banquet récup » et rincez toujours vos aliments en les passant sous un filet d'eau froide du robinet ou en les submergeant dans un seau dont vous changerez régulièrement l'eau.
- Enlevez les cartons d'emballages qui auraient pris l'odeur de la poubelle et **concentrez-vous sur les aliments emballés sous vide**, ce seront les plus propres à la consommation. À vous de juger de toute façon. Toutefois nous déconseillons toujours de récupérer de la viande et du poisson. Pour le reste si l'emballage sous vide est gonflé, c'est mauvais signe.
- Bonne nouvelle, le froid hivernal est propice à la récup. Pour les réticents, sachez qu'il n'y a pas que des aliments dont la date de péremption serait passée ! **Quantité d'aliments dans les poubelles sont des aliments qui n'ont plus la bonne forme standard** : une canette cabossée ou la bouteille d'un pack qui aurait coulé sur les autres oblige le magasin à tout jeter.

À NAMUR

Cela fait deux ans déjà que les JOC Namur ont décidé d'aller faire leurs courses non plus en rentrant dans les supermarchés, mais en fouillant leurs poubelles !

« Nous avons été rarement déçus de nos multiples glanages. Nous avons tellement d'invendus que nous avons décidé d'ouvrir un magasin gratuit pour partager nos trouvailles. À côté des invendus se trouvent aussi quantité de vêtements qui cherchent des acquéreurs. Nous faisons cela, car nous voulons autant court-circuiter la logique marchande et l'individualisme par la gratuité et l'entraide que lutter contre le gaspillage et la précarité sans pour autant sombrer dans la charité. Mais ça, c'est un autre débat. »

Storytelling, dans cette histoire, es-tu sûr que c'est toi qui croques la pomme et pas l'inverse?

Y'a ma mère qui est là!

Tot, Tot!

Bon anniversaire ma chérie.

Tu m'as fait rater la manif.

Radio FM, 12h30, l'info. Bienvenue.

Ça me fait plaisir de passer un peu de temps avec toi.

Ah, tu vois!

Comme s'ils étaient les seuls, dans cette usine Samsung fait pareil.

Toute l'après-midi dans une boutique pour un stupide iPhone!?

Des cas d'intoxications répétées chez les monteurs d'iPhone qui sont en contacts directs avec des composants...

... nocifs. Répercussions ensuite sur la pollution des rivières aux abords...

Un lieu de partage dédié à la technologie.

Conforme aux idéaux de son créateur : Steve Job.

C'est magnifique, tu ne trouves-pas?

... des usines et d'un nombre anormalement élevé de suicides chez ces ouvriers.



Comment-tu vas ?

Saper, on est venue voir les nouveaux iPhones,



Le dernier modèle est révolutionnaire.

Et moi qui ai craqué pour le précédent il y a trois mois!



Le design a été entièrement revu

Un noir puissant qui correspond à ses capacités uniques.

Pour moi, j'aurais pris cette couleur mais pour ma fille?

J'aime bien le noir.



C'est un choix personnel qui rend l'appareil unique.

Absolument!



Ils ont tout pour augmenter ton potentiel et libérer ta charge créative.

Je me connecte pour composer mes albums des meilleures photos de vacances.



Alors tu t'es décidée ?

Mais où est-elle ?





Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs

Retrouve-nous sur
WWW.JOC.BE
FB « JOC WALLONIE BRUXELLES »



Editeur responsable: Slim Essaker
JOC - JOCF asbl
4, rue d'anderlecht - 1000 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be jocfbruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
joccharleroi@joc.be
Fb:Joc Charleroi Florence

LA LOUVIÈRE

6, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
joctalouviere@joc.be
Fb: Sandrine Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons

NAMUR

17, Place l'Illon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

SECRÉTARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht 1000 BRUXELLES
Tel: 02/513 79 13
secretariat.joc@joc.be